

## SEC 2005

**INTERVENTION à la session plénière de la SEC, à Venise, 31 mars-3 avril 2005**

Thème général : *De l'Union européenne à l'union des Européens*

Thème de l'intervention : *L'union des Européens pour une politique européenne.*

Le thème général de notre rencontre – *De l'Union européenne à l'union des Européens* – nous pose à tous un défi difficile, mais qui ne peut pas être évité. L'élargissement de l'Union européenne a rendu encore plus évident un problème qui existait déjà : la difficulté de gouverner une *entité politique multinationale* - l'*Union Européenne*, dont la nature et la structure institutionnelle n'ont pas de précédents dans l'histoire - à cause de différences profondes qui restent entre les nations qui composent l'Union : différences de niveau de vie, différences de traditions, différences d'intérêts et d'instincts.

Il existe aujourd'hui une Union européenne, qui est un mélange original d'institutions fédérales (comme la Banque Centrale Européenne) ; d'institutions que l'on pourrait définir confédérales ; et d'institutions qui répondent encore à la logique nationale, et qui reçoivent leur pouvoir des Etats nationaux souverains. Tout cela rend très compliquée la tâche de la structure institutionnelle quelque peu acrobatique qui devrait produire des « *politiques européennes* », à l'intérieur de l'Union ainsi que dans ses relations extérieures.

À ces problèmes structurels s'ajoute le fait que les nations européennes sont encore, comme je l'ai dit, très différentes les unes des autres. Le chemin à parcourir pour la transition de l'Union européenne à l'union des Européens sera nécessairement encore long.

\*\*\*

Pour une telle situation, il y a un important précédent historique, dont nous, les Italiens, sommes bien conscients. Le problème qui se pose aux centaines de millions d'hommes et de femmes qui sont aujourd'hui citoyens de l'Union européenne est en effet presque le même que celui qui se posait à la nouvelle Italie unifiée par le Risorgimento. On dit alors : « *fatta l'Italia, bisogna fare gli Italiani* », ayant fait l'Italie, il faut faire les Italiens. Eh bien, aujourd'hui nous nous disons : *ayant fait l'Europe unie, il faut faire les Européens.*

Evidemment, dans notre pays, il existait déjà, depuis longtemps, une certaine *identité italienne*, sans laquelle on n'aurait même pas pu rêver de créer une nation unie et un État unitaire italien. De même qu'il existe depuis longtemps une certaine *identité européenne*, sans laquelle on n'aurait jamais imaginé de pouvoir construire une Communauté et puis une Union européenne. Dans cette « *identité européenne* », peut-être imparfaite, tous les peuples de l'Europe pouvaient et peuvent se reconnaître.

Il est bien vrai qu'il n'y a pas, en Europe, une langue commune, qui existait dans l'Italie du Risorgimento . Il faut dire, d'autre part, qu'il y a 150, ans l'italien était

la langue des gens cultivés, parlée et écrite seulement par eux, mais mal connue par la majorité ; les dialectes étaient encore parlés par la plupart des Italiens, et ils étaient bien différents les uns des autres, réciproquement incompréhensibles : la différence entre le dialecte sicilien et le dialecte piémontais n'est pas moindre que celle entre l'italien et l'espagnol. Tout de même, les racines de l'unité italienne se trouvaient surtout, depuis des siècles, dans une *identité culturelle*, dont la langue « toscane », la littérature, l'art, étaient un élément essentiel.

L'unité de langage n'existe pas dans l'Europe d'aujourd'hui. Je reviendrai sur ce thème, dont je n'ignore pas l'importance. Mais, à part la langue, il y a, dans notre Europe, comme dans l'Italie du dix-neuvième siècle, la conscience d'une identité culturelle commune fondée sur des valeurs, des traditions, des principes religieux ou philosophiques communs. Il y a surtout une *mémoire commune* (mémoire de gloires ainsi que de tragédies partagées), qui permet, aux Européens contemporains, comme aux Italiens du Risorgimento, d'imaginer la possibilité, et de vouloir la création, d'une nouvelle entité politique commune. Il y a un demi-siècle, il s'agissait seulement d'un rêve. Mais le rêve, peu à peu, est devenu une réalité.

Sans ces mémoires communes (sans les 20 millions de morts de la Grande Guerre, sans les 50 millions de morts de la Deuxième Guerre mondiale ; sans l'horreur d'Auschwitz ; sans la mémoire de tragédies qui ont failli détruire la civilisation européenne), et sans ces valeurs communes, on n'aurait pas réussi à bâtir, après deux guerres affreuses, fruit de haines séculaires, les fondations et les premières structures institutionnelles d'une Communauté européenne, qui se serait élargie jusqu'à inclure presque la totalité du Continent, et qui serait devenue une Union Européenne. La réconciliation entre Français et Allemands, Anglais et Italiens, reste presque un miracle ; mais elle était fondée sur une longue, glorieuse histoire culturelle commune, aussi bien que sur la volonté de rendre impossible à l'avenir la répétition des guerres et des massacres que nous avons vécus. A travers les siècles, ces peuples, et d'autres encore en Europe, avaient passé l'un à l'autre le témoin de la civilisation, et ils ne l'avaient pas oublié. Dans notre passé, il n'y avait pas seulement des horreurs.

Sur ces fondations, on peut encore bâtir, et on est en train de bâtir, d'imposantes institutions de gouvernement. Pourtant, les affinités, qui sont réelles et importantes, n'empêchent pas qu'il reste des différences entre les Nations de l'Europe unie qui sont aussi importantes, et qui posent beaucoup de problèmes à l'Union européenne.

\*\*\*

Le thème choisi pour notre session plénière nous dit qu'il y a un processus encore incomplet pour arriver de l'Union européenne à « l'union des Européens ». Il reste, dit-on, et je cite, « *un écart entre les réalités* » qui font partie de cette Union, et l'Union même, qui s'est « *structurée et ramifiée* » si rapidement. Et il est aussi possible que cet *écart* entre les Nations et États nationaux d'un côté, et l'Union européenne de l'autre, au lieu de diminuer, s'élargisse, ou devienne plus évident, au fur et à mesure que la nouvelle réalité historique qui s'appelle « Union européenne » suit son parcours dans l'histoire.

Ce que mon intervention veut souligner est le fait, dont je suis convaincu, que *sans une « union des Européens », c'est-à-dire sans une union des volontés des peuples, les nations européenne ne réussiront pas à se rassembler autour de la Constitution et*

*des institutions communes, et l'Union européenne ne pourra pas produire de politiques européennes efficaces.*

Je crois qu'il n'est pas nécessaire de présenter des preuves de cette affirmation. Nous voyons tous les jours le danger que l'« esprit communautaire » (un terme qui appartient à nous, les « vieux européens ») s'affaiblisse. Sans l'impulsion de l'« esprit communautaire », les institutions sont incapables de produire des réponses unitaires et créatives aux problèmes les plus sérieux qui se présentent, en politique étrangère aussi bien qu'à l'intérieur de l'Union : soit qu'il s'agisse (je cite quelques problèmes récents) de politique monétaire et économique et de la mise à jour du Pacte de stabilité et croissance, soit que l'on doive définir la politique de l'Union à l'égard des grands problèmes internationaux du terrorisme, de la guerre en Irak, ou du conflit israélo-palestinien.

L'application du nouveau Traité Constitutionnel (un texte dont les dimensions exagérées et les détails excessifs démontrent qu'il ne s'agit pas encore d'une vraie Constitution, mais d'un « traité », qui d'ailleurs attend encore de surmonter les obstacles de la ratification), mettra les nouvelles institutions, comme le nouveau Ministre Européen des Affaires Etrangères, à dure épreuve. Sans « esprit communautaire », les relations complexes entre les institutions nationales et communautaires ne conduiront qu'à de fragiles et stériles compromis. *Mais l'« esprit communautaire » ne peut naître que d'une vraie « union des Européens ».* Pour que les gouvernements démocratiques de l'Europe unie deviennent capables de donner des vraies *réponses européennes*, créatives et efficaces, aux défis du nouveau siècle il faut qu'ils soient conscients de répondre à une *volonté européenne* du peuple par lequel chacun d'eux a été élu. Telle est la loi des démocraties.

Mais comment cette « union des Européens » dont nous parlons peut-elle se produire? Comment peut-il naître, ce sentiment unitaire sans lequel chacun s'enfermera, face aux difficultés de notre temps, dans son égoïsme ?

\*\*\*

Pour nous de la SEC, la réponse doit être évidemment recherchée dans le domaine de la « politique de la culture », aussi bien que dans le domaine de la « politique culturelle » des États nationaux et de l'Union.

Mais nous sommes conscients du fait qu'il y a des relations complexes entre : *institutions - identité culturelle des peuples – événements politiques.* Les événements de la politique sont le résultat de nombreux facteurs : entre autres, de l'action des institutions, aussi bien que de la volonté et conscience des peuples. À leur tour, la volonté, la conscience, l'identité des peuples changent sans cesse sous l'influence des événements, quelque fois imprévus et surprenants, aussi bien que sous l'influence exercée par les institutions. Et finalement, l'action des institutions est influencée par la volonté des peuples et par la nécessité de donner une réponse aux défis des événements.

Il y a donc une sorte de cercle, qui peut être vertueux ou vicieux, entre la provocation des événements ; le sentiment des peuples ; la réponse des institutions. On peut intervenir dans chaque point de ce cercle.

Notre but, en tant qu'Européens, est de créer les conditions idéales pour que les institutions de l'Union soient capables de produire une efficace *politique européenne*,

dans l'intérêt de tous les peuples de l'Union. Nous sommes en effet convaincus que les États nationaux de notre continent ne sont plus en condition d'offrir de réponses valables aux problèmes du monde « globalisé », s'ils agissent chacun à son compte. Il faut une dimension plus grande pour faire valoir nos valeurs et nos intérêts : la dimension de l'Union Européenne. Mais comment rendre ses institutions efficaces ?

Notre vocation, en tant que membres de la SEC, est d'agir directement sur la culture politique, sur les sentiments politiques des individus et des peuples. Il faut renforcer l'identité européenne, et l'union des Européens, si l'on veut renforcer l'Union Européenne. Pour obtenir des résultats, il faut beaucoup d'imagination, de fantaisie, et une pincée d'inconscience. Il faut promouvoir des événements capables de frapper l'imagination et les sentiments des gens. Et il faut savoir cueillir l'occasion, profitant de circonstances favorables, soient-elles positives, ou quelque fois, au contraire, tragiques, qui par elles-mêmes donnent une preuve évidente de la nécessité d'un changement, de la transition du *patriotisme national au patriotisme européen*.

En jetant notre regard vers l'avenir, il nous paraît beaucoup plus probable que ce seront les défis dramatiques, ou les dangers évidents et urgents, qui pourront influencer la croissance d'une vraie union des européens. On s'unit plus facilement quand il y a une nécessité évidente de s'unir pour survivre : Staline a été un puissant facteur extérieur unifiant de l'Europe des démocraties. Mais les dangers peuvent aussi produire une réponse erronée ; ils peuvent diviser aussi facilement qu'ils peuvent unifier. Les événements récents dans le Proche-Orient, et la réponse que les nations européennes et occidentales ont donné à ce défi, et au plus grand défi du terrorisme islamiste, sont la preuve évidente de ce danger. Que faire, donc ?

\*\*\*

Revenons au modèle italien. La première leçon de l'expérience italienne est la suivante : il faut du temps, beaucoup de temps, pour modifier l'identité d'un peuple. Il faut avoir surmonté un certain nombre d'épreuves, parfois tragiques ; il faut avoir fait des erreurs et avoir été capables de les corriger. Ceux qui ont une conscience plus claire et forte du but à atteindre ont une responsabilité plus grande et doivent être capables de guider les autres, qui sont la majorité, dans la bonne direction.

Et puis il faut, naturellement, faire des politiques spécifiques pour créer graduellement cette unité de culture, de sentiments, d'idéaux, qui est la condition préalable de la nouvelle « identité nationale » que l'on veut créer.

Dans presque toutes les villes italiennes vous trouvez de grands bâtiments qui sont nés comme écoles primaires, pour faire apprendre à lire et à écrire l'italien aux masses analphabètes qui étaient la grande majorité de la population. Pour unifier l'Italie, pour « faire les Italiens » après avoir « fait l'Italie », on bâtit un grand nombre d'écoles, ainsi qu'un grand réseau de routes, de chemins de fer. Partout, les nouvelles institutions de gouvernement local et national, les mairies, les préfetures, s'installèrent dans les vieux palais des seigneurs de la ville.

On fit un effort immense, et on est encore loin de l'avoir complété, pour créer une nouvelle identité unitaires de gens qui avaient appartenu pendant des siècles à des États séparés, et qui s'appelaient encore « nations » : on parlait de la *nation* vénitienne, ou sicilienne, ou lombarde, ou toscane. Plus récemment, la tâche d'enseigner à tous une

langue commune trouva dans la radio et la télévision des instruments d'importance essentielle.

En même temps, on fit bien des investissements pour réaliser ce que dans le jargon de la Communauté européenne on a appelé la « convergence » économique des différentes régions. Ces plans à long terme, un siècle - et - demi après l'unification politique de l'Italie, ont produit d'importants résultats, mais il reste encore des différences considérables.

Pour la nouvelle Europe unie, il faut se préparer à faire, sur le plan continental, des efforts pareils. Et en effet, la politique de la convergence et de l'aide aux régions arriérées reste une stratégie fondamentale de la politique de l'Union : elle a donné de très bons résultats et doit être continuée, en faisant les sacrifices nécessaires. Les plus riches doivent faire d'importants efforts, dans la conviction que de tels efforts produiront des effets avantageux pour tous.

Et puis il y a le problème de favoriser la *convergence culturelle*. La Communauté a mis en place depuis longtemps des politiques qui ont permis à des centaines de milliers et des millions de jeunes de vivre et étudier dans d'autre pays de l'Union. Ces politiques devront être intensifiées, avec l'élargissement. Nous ne pouvons pas penser donner une seule langue à l'Europe unie : mais nous pouvons bien nous poser l'objectif de lui donner une culture commune ; une mémoire historique commune ; et peut-être aussi une *deuxième langue commune* à tous. En parlant (bien ou mal) la belle langue française, la « deuxième langue », la « lingua franca » des Européens cultivés de ma jeunesse, je dois admettre que la langue commune d'aujourd'hui, de l'Europe et du monde entier, est plutôt l'anglais.

Je crois qu'il faut aussi étudier des initiatives pour rapprocher les jeunes générations aux institutions européennes, surtout au Parlement européen ; et les institutions aux nouvelles générations. Il faut faire entrer dans la conscience commune des Européens les mêmes symboles de l'identité européenne : le drapeau avec les étoiles, l'hymne ; et les faire participer tous, chaque année, à une journée de fête de l'indépendance et de l'unification de l'Europe. Il nous faut un 4 juillet européen, un rendez-vous de tous les Européens. Et il faut que les hommes-symboles de l'Europe unie, les hommes d'État qui vont occuper les nouvelles charges politiques au sommet de l'Union Européenne se rendent compte qu'il doivent apparaître à tous les peuples de l'Union comme leurs représentants, comme des personnes qui ont dans leur cœur, au-dessus de toute autre valeur, l'Europe unie.

En nous acheminant dans cette direction, nous savons bien qu'il faudra du temps pour obtenir des résultats évidents. Cela rend notre tâche plus urgente.

Pour une institution telle que la SEC, il est évident que seul il s'agit de continuer à marcher avec conviction dans la direction indiquée depuis sa naissance. Notre vision des devoirs des hommes de culture, et de la nécessité d'une Politique de la Culture comme levain du progrès de la société humaine, et comme inspiratrice des choix de la politique tout court, doit se poser des objectifs concrets quand elle accepte de devoir faire face au problème de l'« union des Européens », comme condition préalable pour que l'Union Européenne puisse s'acquitter, par une vraie « politique européenne », de ses obligations envers l'Europe et envers le monde entier.